



155ÈME RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
12 JUILLET 2024, MALTE

DÉBAT SPÉCIAL DU CIHEAM

APPROCHE MÉDITERRANÉENNE DE LA
SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE : PRÉOCCUPATIONS
ET IMPACTS SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES
DURABLES



RÉSUMÉ ET RECOMMANDATIONS CLÉS



POUR LA 12^{ème} RÉUNION MINISTÉRIELLE DES ÉTATS
MEMBRES DU CIHEAM - Rabat, 25 octobre 2024

TABLE DES MATIÈRES

a) Contexte: Réunion ministérielle à venir.....	3
b) Implication des partenaires du CIHEAM et d'autres parties prenantes.....	3
Participants.....	4
Questions abordées lors du débat.....	4
c) Recommandations.....	5
1. Combler l'écart entre les orientations politiques et la mise en œuvre..	5
2. Faire le lien entre le global et le local dans une approche systémique..	5
3. Mettre l'accent sur l'accès au financement pour les agriculteurs pour renforcer leur résilience face aux événements climatiques extrêmes.....	6
4. Assurer l'accès à l'innovation pour tous dans le cadre d'une transition équitable.....	6
5. Renforcer les compétences techniques et le savoir-faire des petits agriculteurs.....	7
6. Améliorer l'accès aux financements et à la gestion des risques pour les petits agriculteurs.....	7
7. Élaborer des politiques avec une approche systémique dans les contextes fragiles.....	8
8. Mettre en oeuvre une gestion de l'eau basée sur les données avec de nouveaux outils organisationnels pour les petits agriculteurs.....	8
9. Relever les défis de la durabilité par le renouvellement générationnel.	8
Chiffres clés.....	9
d) Sondage interactif.....	9
Résultats.....	10
1. Aborder les défis de la souveraineté alimentaire en Méditerranée.....	11
2. Thèmes prioritaires à privilégier.....	11
Conclusion.....	11
ANNEXE 1 Définition du sujet du débat spécial.....	12
ANNEXE 2 Brèves biographies.....	13

Débat spécial du CIHEAM

Approche méditerranéenne de la souveraineté alimentaire : préoccupations et impacts sur les systèmes alimentaires durables

a) Contexte: Réunion ministérielle à venir

Prélude à la Réunion Ministérielle : Préparer le Terrain pour la Réunion d'Octobre du CIHEAM.

Le Débat spécial du CIHEAM sur l'Approche méditerranéenne de la souveraineté alimentaire : préoccupations et impacts sur les systèmes alimentaires durables a servi de prélude essentiel à la prochaine réunion ministérielle du CIHEAM prévue le 25 octobre à Rabat (Maroc), également centrée sur ce sujet spécifique. Il s'appuie sur les résultats d'une réunion extraordinaire du Conseil d'administration du CIHEAM tenue par visioconférence à la fin du mois de mai, au cours de laquelle des discussions ont eu lieu pour définir, affiner et préparer les thématiques de la réunion ministérielle. Le Débat spécial du CIHEAM a souligné l'engagement de l'organisation à favoriser un dialogue éclairé et à poser les bases de discussions politiques substantielles.

Réunion ministérielle du CIHEAM : Promouvoir l'agriculture durable en Méditerranée

La réunion ministérielle du CIHEAM constitue un rassemblement important des États membres et des parties prenantes, où des décisions clés sont prises pour faire avancer la mission de l'organisation de promouvoir l'agriculture durable et le développement rural dans la région méditerranéenne. Elle sert de plateforme pour des échanges de haut niveau, la coordination des politiques, et l'adoption de mesures concrètes pour répondre aux défis agricoles et environnementaux les plus pressants de la région.

b) Implication des partenaires du CIHEAM et d'autres parties prenantes

Engagement des partenaires et des parties prenantes du CIHEAM : Renforcer le dialogue et la préparation en vue de cet événement.

Les contributions des partenaires du CIHEAM et d'autres organisations pertinentes jouent un rôle central dans l'enrichissement de ce débat et une meilleure préparation pour la réunion ministérielle. La collaboration avec diverses parties prenantes permet une exploration approfondie des défis et des opportunités liés au thème en question. En intégrant des perspectives et des connaissances variées, le CIHEAM veille à ce que les discussions soient ancrées dans des expériences réelles et des bonnes pratiques concrètes. Cette approche inclusive non seulement améliore la qualité du débat mais contribue également à une formulation de politiques et à des stratégies de mise en œuvre plus efficaces.

Participants

Moderateur:

- **M. Justin ZAHRA**
Ancien délégué de Malte, Conseil d'Administration du CIHEAM
Directeur principal, Programme Agriculture Européenne, Environmental Defense Fund Europe

Panélistes:

- **Dr Maha Al-Zu'bi**
Chercheuse régionale, Institut International de Gestion de l'Eau - IWMI
- **M. Abderraouf LAAJIMI**
Directeur Exécutif Adjoint, Conseil oléicole international - COI
- **M. Maurizio MARTINA**
Directeur Adjoint, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture - FAO
- **M. James ACIDRI-GLOBAL**
Responsable de la Sécurité Alimentaire et des Moyens de Subsistance Humanitaires - Save the Children International

Questions abordées lors du débat

Systemes alimentaires et agricoles interdépendants

- Comment votre organisation et vous-même équilibrez-vous les dimensions mondiales, régionales et locales des crises multiples sans précédent que nous traversons, en matière de durabilité et de souveraineté alimentaire?

Vision méditerranéennes des systèmes alimentaires durables

- Pourquoi est-il crucial d'adopter une vision méditerranéenne dans le cadre de l'engagement mondial en faveur de systèmes alimentaires durables ?
- De quelle manière les réseaux de coopération, de partage de connaissances et d'actions transfrontalières, basés sur une approche bottom-up, contribuent-ils à relever ce défi international ?

Accès équitable à une alimentation nutritive et abordable

- Quelles sont les meilleures approches pour identifier rapidement et efficacement les besoins en souveraineté alimentaire dans la région ?

Promotion de l'agriculture à petite échelle

- Quels leviers clés peuvent être utilisés pour favoriser l'agriculture à petite échelle en vue d'améliorer la résilience et la souveraineté alimentaire ?
- Quelles stratégies d'autonomisation des jeunes et des femmes peuvent le mieux bénéficier aux communautés rurales ?
- Quel rôle les circuits courts et les pratiques agricoles durables peuvent-ils jouer dans la promotion des systèmes alimentaires locaux ?
- Quels sont les éléments essentiels d'une transition juste pour l'agriculture à petite échelle dans un contexte alimentaire de plus en plus compétitif ?

Risques climatiques et stratégies fondées sur la solidarité

- Quelles stratégies solidaires s'avèrent les plus efficaces pour soutenir les agriculteurs méditerranéens confrontés aux risques climatiques ?
- L'intégration de l'agriculture dans des économies circulaires peut-elle offrir des avantages aux agriculteurs ?
- Quelles ressources sont nécessaires pour aider les agriculteurs méditerranéens à devenir des acteurs positifs pour la nature et le climat, et comment peuvent-elles être financées ?

c) Recommandations

M. James Acidri

“Les dimensions des systèmes alimentaires et de la souveraineté alimentaire sont cruciales dans tous les contextes, que les pays soient stables ou en proie aux conflits. Sans disponibilité alimentaire, nous ne pouvons même pas commencer à parler d'accès”.

1. Comblent l'écart entre les orientations politiques et la mise en œuvre

- Mettre en avant la nécessité de combler l'écart entre la formulation des orientations et stratégies politiques et leur mise en œuvre pratique.
- Veiller à ce que les orientations politiques soient effectivement traduites en plans d'action concrets sur le terrain grâce à des cadres de coopération régionale inclusifs.

Dr. Maha Al-Zu'bi

“Notre objectif est de garantir que les engagements internationaux demeurent pertinents sur le terrain, en comblant les lacunes dans l'engagement politique, la sensibilisation et les capacités à territorialiser efficacement les actions”.



2. Faire le lien entre le global et le local dans une approche systémique

- Plaider en faveur d'une approche systémique qui relie les stratégies mondiales aux réalités locales.
- Encourager des solutions adaptées qui prennent en compte les contextes régionaux et locaux spécifiques grâce à des cadres de coopération régionale inclusifs.

M. Maurizio Martina

"La sécurité alimentaire et la mise en œuvre opérationnelle des solutions sur le terrain représentent les véritables défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui".



3. Mettre l'accent sur l'accès au financement pour les agriculteurs pour renforcer leur résilience face aux événements climatiques extrêmes

- Accorder la priorité à des mécanismes de soutien financier destinés aux agriculteurs pour renforcer leur capacité à faire face aux aléas climatiques.
- Élaborer des programmes de financement visant à aider les agriculteurs à se remettre des conditions climatiques défavorables et à s'adapter grâce à des outils financiers adaptés aux enjeux climatiques.

Dr. Abderraouf Laajimi

"La région méditerranéenne souffre d'une disponibilité inégale des ressources... Des phénomènes extrêmes tels que les sécheresses et les inondations menacent encore davantage les systèmes de production agricole".

"Le CIHEAM pourrait jouer un rôle extrêmement important dans la diffusion de savoir-faire, de technologies et d'informations. Il ne suffit pas de mettre à disposition des petits agriculteurs des financements ou des équipements s'ils n'ont pas les compétences nécessaires pour les utiliser".

M. Maurizio Martina

"Sans accès aux outils financiers, il est impossible de réorganiser le système agro-alimentaire sur le terrain. Moins de 3 % du financement climatique est destiné à l'agriculture, et seulement 1,7 % de ce montant parvient aux petits agriculteurs [...]. Des mécanismes innovants sont nécessaires, tels que les obligations vertes, les fonds climatiques et de nouveaux partenariats public-privé pour soutenir les investissements, en particulier dans l'agriculture à petite échelle."



4. Assurer l'accès à l'innovation pour tous dans le cadre d'une transition équitable

- Promouvoir une innovation inclusive qui profite à tous les acteurs, et non à un groupe restreint.
- Veiller à ce que les avancées technologiques et les pratiques novatrices soient accessibles à tous les participants du système alimentaire.

M. Teodoro Miano

“Le rôle du CIHEAM est de promouvoir l'innovation à travers des projets multipartites, couvrant l'ensemble du système agroalimentaire, de la production à la consommation en passant par l'accès à l'énergie [...]. Nous avons besoin d'une révolution technologique qui profite à tous, et pas seulement à un groupe restreint d'acteurs. Cette révolution doit être inclusive, sinon elle risque d'accentuer les inégalités entre les acteurs les plus solides et ceux qui sont les plus vulnérables du système agroalimentaire.”



5. Renforcer les compétences techniques et le savoir-faire des petits agriculteurs

- Consolider les compétences techniques et le savoir-faire des petits exploitants agricoles.
- Offrir des formations et des ressources pour leur permettre d'adopter des techniques et technologies agricoles modernes, à travers des formations pratiques et numériques.

M. Justin Zahra

“Renforcement des compétences : Il est nécessaire d'améliorer les compétences à tous les niveaux afin de garantir l'accessibilité et la diffusion équitable des ressources et des connaissances”.

Dr. Abderraouf Laajimi

“Le renforcement des compétences est un pilier du développement durable. Des institutions comme le CIHEAM peuvent jouer un rôle crucial en l'exploitant au profit de l'agriculture méditerranéenne”.

6. Améliorer l'accès aux financements et à la gestion des risques pour les petits agriculteurs

- Développer des instruments financiers et des outils de gestion des risques adaptés aux petits agriculteurs.
- Faciliter l'accès au crédit et aux assurances pour soutenir les exploitations agricoles de petite taille.

M. James Acidri

“Un autre domaine clé sur lequel nous mettons l'accent est l'inclusion financière. Nous travaillons sur des initiatives visant à intégrer les petits agriculteurs dans l'économie monétaire, en les incitant à produire à des fins commerciales, ce qui renforce par la suite leur capacité à accéder au crédit. De plus, nous encourageons des actions préventives, liées aux systèmes d'alerte précoce, afin d'aider les agriculteurs à se préparer aux risques climatiques plutôt que de réagir après les crises”.

7. Élaborer des politiques avec une approche systémique dans les contextes fragiles

- Concevoir des politiques en adoptant une approche systémique, notamment dans les contextes fragiles et vulnérables.
- Lors de la mise en œuvre des interventions, tenir compte des interconnexions entre les différents facteurs qui influencent les systèmes alimentaires.

M. James Acidri

"Nous devons évoluer vers un renforcement des systèmes alimentaires si nous voulons accomplir des progrès réels, notamment dans des contextes de crise comme la Syrie et le Yémen [...]. Notre priorité ne se limite pas aux interventions d'urgence, mais vise à passer d'actions purement distributives à des mesures productives, en promouvant la résilience. Cela est particulièrement essentiel dans les crises prolongées où les aides ponctuelles ne peuvent plus être la seule solution".



8. Mettre en oeuvre une gestion de l'eau basée sur les données avec de nouveaux outils organisationnels pour les petits agriculteurs

- Adopter des approches basées sur les données pour une gestion efficace de l'eau en agriculture.
- Introduire de nouveaux outils organisationnels et de nouvelles technologies pour aider les petits agriculteurs à gérer efficacement les ressources en eau.

M. Maurizio Martina

"L'un de nos principaux objectifs est d'utiliser les données et la technologie pour améliorer la gestion de l'eau. Cette combinaison est essentielle. Sans données, il est impossible de gérer l'eau de manière efficace, en particulier dans les pays confrontés à des pénuries importantes".



9. Relever les défis de la durabilité par le renouvellement générationnel

- Mettre l'accent sur le renouvellement générationnel pour relever les défis liés à la durabilité.
- Favoriser l'implication des jeunes dans l'agriculture afin d'assurer la continuité et l'innovation dans les systèmes alimentaires durables en soutenant leur engagement dans l'agriculture durable.

M^{me} Frida Krifca

"Un point crucial qui n'a pas été suffisamment abordé est l'âge des agriculteurs. En Europe et dans la région méditerranéenne, l'âge moyen des agriculteurs est d'environ 52 ans. Nous devons rendre l'agriculture plus attrayante pour les jeunes générations. Le CIHEAM joue un rôle essentiel en collaborant avec les jeunes et en favorisant l'innovation".

Chiffres clés

- **Rareté de l'eau en Méditerranée** 

Les **trois quarts** des ressources en eau se trouvent au Nord, tandis qu'**un quart** seulement est situé au Sud.

- **Dépenses budgétaires pour l'alimentation** 

8-10% dans les pays méditerranéens développés contre **30-40 %** dans les pays moins développés.

- **Allocation des financements climatiques** 

Moins de 3 % des financements climatiques mondiaux sont alloués à l'agriculture, et **seulement 1,7 %** atteignent les petits exploitants agricoles.

- **Les jeunes dans l'agriculture** 

L'âge moyen des agriculteurs en Europe et en Méditerranée est d'environ **52 ans**.

- **Dépendance aux importations alimentaires** 

Au cours de la prochaine décennie, **20 %** des calories consommées dans les pays méditerranéens seront importées.

d) Sondage interactif

Lors du débat, un sondage a été réalisé pour identifier les principaux défis auxquels la Méditerranée doit faire face pour atteindre la souveraineté alimentaire. Ce sondage avait également pour objectif de déterminer les thèmes prioritaires parmi les catégories suivantes : coopération et solidarité régionales, sécurité alimentaire et accès, promotion de la production alimentaire locale, ainsi que durabilité environnementale et climatique.

1. Aborder les défis de la souveraineté alimentaire en Méditerranée

Défis clés identifiés:

→ **Gestion des ressources naturelles : l'eau**

Rareté de l'eau: mettre en place des stratégies de gestion intégrée des ressources en eau pour optimiser son utilisation et améliorer l'efficacité hydrique dans les pratiques agricoles.

Gaspillage de l'eau: élaborer et promouvoir des technologies ainsi que des pratiques visant à réduire le gaspillage d'eau lors de l'irrigation et dans d'autres processus agricoles.

Gestion des ressources naturelles: renforcer les politiques pour assurer une gestion durable et la conservation des ressources naturelles, garantissant ainsi la productivité agricole à long terme.

→ **Changement climatique**: Développer des stratégies d'adaptation et d'atténuation pour faire face aux effets du changement climatique sur l'agriculture et les systèmes alimentaires.

2. Thèmes prioritaires à privilégier

→ **Promotion de la production alimentaire locale**: investir dans des initiatives qui soutiennent les agriculteurs locaux, renforcent les chaînes d'approvisionnement alimentaire locales et encouragent la consommation de produits cultivés sur place.

→ **Durabilité environnementale et climatique**: mettre l'accent sur la protection de l'environnement et la résilience climatique par le biais de pratiques agricoles durables, d'efforts de conservation et de politiques visant à diminuer l'empreinte carbone de la production alimentaire.

Conclusion

Les résultats du sondage révèlent que pour atteindre la souveraineté alimentaire en Méditerranée, il est essentiel de relever des défis majeurs liés à la gestion des ressources naturelles et aux impacts du changement climatique. Des stratégies efficaces devraient inclure une gestion intégrée des ressources en eau, la réduction du gaspillage et des politiques de conservation durables.

Par ailleurs, en mettant l'accent sur la promotion de la production alimentaire locale et la durabilité environnementale, nous pourrions soutenir les agriculteurs locaux, améliorer les chaînes d'approvisionnement alimentaire et garantir la productivité agricole sur le long terme, tout en atténuant les effets du climat. En accordant la priorité à ces domaines, nous renforcerons la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires dans la région.

ANNEXE 1 Définition du sujet du débat spécial

Les efforts collaboratifs pour la Sécurité Alimentaire en Méditerranée

Ce sujet explore les efforts collaboratifs et les responsabilités partagées entre les pays méditerranéens pour garantir un accès équitable à une alimentation nutritive, promouvoir la production alimentaire locale et soutenir les petits agriculteurs. Il prend en compte l'interconnexion des facteurs sociaux, économiques et environnementaux dans la réalisation de la sécurité alimentaire et de la durabilité dans la région.

Coopération régionale et solidarité

Comprendre comment les pays méditerranéens peuvent collaborer et faire preuve de solidarité pour relever collectivement les défis liés à la souveraineté alimentaire et aux systèmes alimentaires durables.

Partage des connaissances, Action collective, Défis partagés, Partenariats transfrontaliers, Soutien mutuel, Interconnexion, Stratégies régionales et objectifs communs, Innovation, réseaux.

Sécurité alimentaire et accès

Discuter des préoccupations concernant l'accès équitable à une alimentation nutritive au sein de la région méditerranéenne et examiner les impacts des approches solidaires sur l'amélioration de la sécurité alimentaire pour toutes les populations.

Accès à une alimentation nutritive, Lutte contre la faim, Programmes d'aide alimentaire, Réseaux de distribution alimentaire, Accessibilité alimentaire, Diversité nutritionnelle, Déserts alimentaires, Aide alimentaire, Souveraineté alimentaire, Diète méditerranéenne, Une seule santé.

Promotion de la production alimentaire locale

Examiner les initiatives visant à promouvoir la production alimentaire locale et à soutenir les petits agriculteurs comme moyen d'améliorer la souveraineté alimentaire et la durabilité dans le contexte méditerranéen.

Production alimentaire locale, agriculture communautaire fragile, autonomisation des jeunes et des femmes, De la ferme à la table, Souveraineté alimentaire, Agriculture à petite échelle, Agriculture durable, Agriculture urbaine, Agrotourisme, Marchés de producteurs, agroécologie.

Durabilité environnementale (transitions vertes et bleues)

Aborder les préoccupations environnementales associées aux systèmes actuels de production et de distribution alimentaire dans la région méditerranéenne et évaluer comment les approches basées sur la solidarité peuvent contribuer à des systèmes alimentaires plus durables sur le plan environnemental.

Préservation des écosystèmes, Énergie renouvelable, Conservation de la biodiversité, Résilience climatique et menaces émergentes, Élevage résilient au climat, Économie circulaire, Développement durable et Transition équitable pour les agriculteurs, Gestion des ressources naturelles.

ANNEXE 2 Brèves biographies

Dr Maha Al-Zu'bi

Chercheuse régionale - Systèmes d'eau durables et résilients, Co-responsable CGIAR Fragilité à Résilience, Institut International de Gestion de l'Eau - IWMI

Maha Al-Zu'bi est une experte distinguée en gouvernance du changement climatique, développement des politiques publiques relatives aux ressources naturelles, gestion des sciences environnementales, et les domaines interconnectés de l'eau, de l'énergie, des terres et des systèmes alimentaires. Avec plus de 15 ans d'expérience professionnelle, elle a supervisé des portefeuilles, des programmes et des projets dans divers secteurs de développement incluant l'eau, l'énergie, l'agriculture et l'environnement. Sa carrière a été enrichie par des collaborations avec des organisations de renom telles que le PNUD, le GGGI, la Banque mondiale, la GIZ, le FCDO, l'UE et l'USAID.

En plus de son travail pratique, Maha a passé plus de 5 ans à diriger des initiatives académiques et de recherche. Elle a dirigé l'Initiative Mondiale de Recherche sur les Ressources Non Conventionnelles à Faible Teneur en Carbone à l'Université de Calgary, au Canada. Ses recherches, concentrées au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie centrale, visent à faire progresser les politiques locales de climat et les cadres de gouvernance pour renforcer les efforts d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques.

Sa passion est de favoriser activement des approches interdisciplinaires pour résoudre les problèmes énergétiques, hydriques et environnementaux concrets. Maha a publié des chapitres de livres et des articles de revues à comité de lecture principalement liés à la gouvernance du changement climatique, aux politiques des toits verts et au nexus énergie-eau-alimentation.



M. Abderraouf LAAJIMI

Directeur exécutif adjoint, COI

M. Abderraouf LAAJIMI est actuellement Directeur exécutif adjoint du Conseil Oléicole International (COI) et a précédemment occupé les postes de Chef de Cabinet et Directeur général du Financement, des Investissements et des Organisations Professionnelles au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (Tunisie).

Le Professeur LAAJIMI est diplômé en tant qu'Ingénieur Agronome en Tunisie et a obtenu un Master en Sciences du Marketing Agroalimentaire au CIHEAM-Zaragoza en 1991. En 1995, il a complété son doctorat en Économie Appliquée à l'Université de Saragosse (Espagne). Il possède une vaste expérience dans les domaines académique et de la

recherche en Économie Agricole et a occupé plusieurs postes de responsabilité à l'Institut National Agronomique de Tunisie en tant que Chef du Département d'Économie Agricole et Alimentaire ainsi que Professeur d'Économie Agricole. Il a collaboré avec de nombreuses institutions internationales, académiques et de recherche dans plusieurs projets et réseaux, et a publié abondamment au niveau national et international.

En outre, il possède une expertise internationale en tant que professeur invité, consultant, expert en évaluation de projets, et organisateur de plusieurs séminaires scientifiques et professionnels, conférences, formations, etc. Il a mené des recherches appliquées financées par des agences de financement pertinentes. Son implication au Ministère de l'Agriculture lui a permis de se familiariser avec l'élaboration de cadres réglementaires et politiques visant à encourager les investissements dans le secteur agricole.

Le Professeur LAAJIMI possède une solide expérience dans la gestion du portefeuille des investissements publics dédiés au développement agricole et dans la collaboration avec des agences de financement internationales et des institutions internationales telles que la Banque Mondiale, la FAO, le FIDA, la BAD, la GIZ, la BID, l'AFD et d'autres.



M. Maurizio MARTINA

Directeur adjoint, FAO

Maurizio Martina est Directeur général adjoint de la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, basée à Rome, depuis décembre 2023. Auparavant, il était Assistant du Directeur général de la FAO de 2021 à 2023. Il a été membre de la Chambre des Députés pour le Parti Démocratique. De 2014 à 2018, il a été Ministre des Politiques Agricoles, Alimentaires et Forestières, avec un mandat pour l'Expo 2015. Il a été Secrétaire adjoint, puis Secrétaire du Parti Démocratique en 2018. En 2013, il a été nommé Secrétaire d'État au Ministère des Politiques Agricoles, Alimentaires et Forestières. De 2010 à 2013, il a été Conseiller au Conseil Régional de Lombardie. En 2020, il a publié le livre "Cibo Sovrano" chez Mondadori, et en 2018 "Dalla Terra all'Italia". M. Martina est né en 1978 à Calcinate, dans la province de Bergame, et est diplômé en Sciences Politiques de l'Université de Macerata.



M. James ACIDRI-GLOBAL

*Responsable de la sécurité alimentaire humanitaire et des moyens de subsistance,
Save the Children International*

James Acidri est un spécialiste de premier plan en sécurité alimentaire et moyens de subsistance, possédant une vaste expertise dans l'Approche Économique des Ménages. Sa carrière au cours des deux dernières décennies a été marquée par un soutien technique

aux gouvernements et aux agences humanitaires dans les domaines de la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance et de l'analyse de la pauvreté.

James a occupé des postes de gestion senior en sécurité alimentaire aux niveaux national et régional. Il a produit de nombreux rapports nationaux sur la situation de vulnérabilité et, au cours des vingt dernières années, il a appliqué l'analyse de la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance et de la pauvreté tant dans le contexte humanitaire que de développement, notamment en Afrique rurale, ainsi qu'en Afghanistan et en Irak. Plus récemment, il a travaillé avec Evidence for Development et a participé aux programmes d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire de l'USAID/FEWS-NET ; à la recherche du HCR au Burkina Faso et au soutien aux programmes de Self Help Africa en Ouganda, ainsi qu'au programme climatique DFID-HyCRISTAL pour l'Afrique de l'Est.

Il a également collaboré avec le UNHCR sur l'assistance humanitaire ciblée à travers le cadre politique de réponse globale aux réfugiés dans la région du Kurdistan en Irak, en Éthiopie et à Djibouti.



M. Justin ZAHRA

Ancien délégué de Malte, Conseil d'Administration du CIHEAM

Directeur principal, Programme Agriculture Européenne, Environmental Defense Fund Europe

Justin Zahra dirige les efforts de l'Environmental Defense Fund Europe sur l'alimentation et l'agriculture en Europe (EDF). C'est une ONG mondiale sur le climat, avec une longue histoire de travail avec les agriculteurs pour l'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au climat et résilientes tout en protégeant leurs moyens de subsistance, leur avenir et leur sécurité alimentaire.

Avocat de formation et ancien haut fonctionnaire, il a travaillé pendant 19 ans grâce à son expertise en politique agricole et mise en œuvre de l'Union européenne, notamment à travers diverses réformes de la Politique agricole commune (PAC).

Auparavant, Justin a servi au ministère de l'Agriculture de Malte depuis 2003, supervisant l'Agence de paiement pour les fonds de la PAC et le Département de l'Agriculture. Il a représenté Malte au niveau élevé au sein du Comité spécial de l'agriculture au Conseil des ministres à Bruxelles, et internationalement auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM).